

Les Britanniques viennent de se prononcer pour une sortie de l'Union Européenne. Comment s'annonce l'organisation du divorce ?

• Une situation très complexe vient d'émerger en Grande Bretagne. Les dirigeants conservateurs, qu'ils aient été partisans du Brexit (sortie de l'Union européenne) ou du Bremain (maintien dans l'UE), entendent négocier des conditions qui permettent à la City, la place financière londonienne, de conserver un accès particulier au grand marché européen. Il y a consensus sur la « *liberté de circulation des capitaux* ». George Osborne, l'actuel ministre des Finances britannique, a donné une sorte de coup d'envoi aux enchères en annonçant une réduction de l'Impôt sur les sociétés à 15% (contre 20% aujourd'hui). Autrement dit: il s'est dit prêt à renforcer encore le dumping fiscal pour sauver l'essentiel de cette relation particulière de la City avec le continent. Par contre, le débat fait toujours rage sur la liberté de circulation des personnes venues d'Europe de l'est. Les Tories (conservateurs) veulent négocier une fermeture des frontières sélective, très light pour les hommes d'affaires mais très contraignante pour les travailleurs migrants. Ils continuent ainsi de jouer de la xénophobie pour détourner la colère des milieux populaires contre l'austérité vers des migrants boucs émissaires.



Ph. Matthieu HEBERT

Bruno Odent

« Gare au national-libéralisme ! »

Est-ce à dire que la finance et le monde des affaires pourraient finalement être une fois de plus les grands gagnants du scrutin ?

• Ce n'est pas si simple car une sortie de l'UE va poser des problèmes objectifs aux hommes d'affaires et aux financiers de la City. On ne comprendrait pas sinon les raisons du recul spectaculaire de la bourse, de l'immobilier londonien et de la livre. Mais la City peut compter sur les conservateurs à la tête du pays pour négocier les aménagements les plus favorables. Y compris en présentant l'addition aux milieux populaires qui ont si fortement soutenu le Brexit. Pour compenser le manque de recettes provoqué par son dumping fiscal, George Osborne a déjà annoncé qu'il réduirait les dépenses publiques. Autrement dit : un tour de vis austéritaire supplémentaire.

Quels combats peut-on engager pour une refondation progressiste, sociale, humaniste de l'Europe, en France, là où le danger d'une récupération des déçus de la gauche et des victimes de l'austérité par l'extrême droite est si perceptible ?

• Ce qui est particulièrement dangereux en Europe et nourrit la montée des extrêmes droites ce sont les logiques de compétition qui imprègnent toujours davantage les règles de fonctionnement de l'UE et singulièrement de la zone euro. Les principes de solidarité et de coopération sont réduits à peau de chagrin. Quand le principe de compétition est devenu la référence quasi unique, celle qui a conduit à la mise en place d'un véritable carcan réglementaire, un

Ancien responsable des pages internationales de *L'Humanité*, Bruno Odent signe au « Temps des cerises » un ouvrage très documenté, « *Europe état d'urgence* » dans lequel il lance l'alerte sur la montée en puissance de la régression nationaliste. Point de vue d'un œil et d'une plume avertie sur l'avenir de l'Europe.

diktat austéritaire imposé aux états-membres. C'est sur cette pente de la concurrence de tous contre tous, des individus jusqu'aux états, que prospèrent les nationalismes. Il est urgent de changer complètement de logique avant que l'Europe ne se laisse définitivement intoxiquée à ce que j'appelle le national-libéralisme. Fort heureusement des résistances considérables se manifestent en Europe et en France. Le mouvement d'aujourd'hui contre la loi travail en fait partie. La flexibilisation - donc la nouvelle pression sur les « coûts du travail » - recherchée par le gouvernement et le patronat français n'obéit qu'à un seul critère: le renforcement de la compétitivité, traduisez des profits, des entreprises. Ce faisant on exacerbe les souffrances populaires et on laisse donc prise aux récupérations de tous les Déroutés du nationalisme. La lutte contre la loi El Khomri et la promotion d'un vrai nouveau code du travail sont les meilleurs antidotes à la démagogie des nationaux libéraux.

N'est-ce pas aussi cette référence permanente au principe de compétition et donc à la loi du plus fort qui place l'Allemagne en position hégémonique ?

• Tout à fait. Mais cette position de la classe diri-

geante et du capital allemand est elle-même bien plus fragile qu'il n'y paraît. Parce que les salariés allemands ont fait l'expérience des terribles conséquences des réformes anti-sociales inscrites aux agendas des chanceliers Schröder puis Merkel. L'Allemagne est devenue le pays le plus inégalitaire de l'UE. Et la précarité extrême qui touche aujourd'hui près d'un salarié sur trois a commencé à poser d'énormes problèmes. Là aussi des résistances salutaires grandissent. Les syndicats tournent le dos désormais aux logiques dites de « modération salariale » et n'hésitent plus à se mobiliser au plan européen contre les logiques austéritaires défendues par la chancellerie.

Vous dites dans votre livre qu'une sortie de l'euro serait une « vraie fausse solution ». Pourquoi ?

• La monnaie unique, telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, au service des marchés financiers et donc de la domination des plus forts, alimente la crise et la poussée des nationalismes. Mais sortir de l'euro ne nous libérerait pas pour autant du capitalisme et des logiques libérales que j'évoquais. Simplement au dumping social, fiscal, environnemental pratiqué par les uns et les autres pour assurer leur compétitivité, on pourrait

ajouter un dumping monétaire. C'est-à-dire des dévaluations dites compétitives qui déboucheraient sur une dévalorisation brutale du pouvoir d'achat des salariés des pays concernés. Elle serait associée à de nouveaux plans d'austérité encore plus drastiques pour préserver l'avantage concurrentiel offert par une dévaluation aux groupes capitalistes locaux.

Il faut revoir totalement le fonctionnement de l'euro pour le mettre au service des peuples, de leur développement et de l'indispensable solidarité européenne.

Un exemple ?

• La Banque Centrale Européenne (BCE) déverse depuis plus d'un an quelques 80 milliards d'euros par mois sur les marchés financiers dans l'espoir de stimuler une activité léthargique. Mais les financiers confisquent cet argent gratuit (les liquidités de la BCE à taux zéro) et le détournent vers la spéculation. Pour que cet argent atteigne enfin « l'économie réelle » il faut d'urgence instaurer un mécanisme sélectif d'attribution de ces crédits gratuits. Pour que ces 80 milliards aillent aux peuples et servent enfin à financer l'emploi, les services publics, de grandes initiatives contre le réchauffement climatique.

Mais en Europe, les forces sont-elles suffisantes pour construire une alternative ?

Comment agréger l'espoir de changement ?

• Des résistances se manifestent, on l'a vu, partout jusqu'en Allemagne, au cœur du « modèle » ordo-libéral et en France dans la lutte actuelle contre la loi travail. Toujours défavorable, le rapport de forces a évolué au sein de l'UE dans le bon sens dans la dernière période. La Grèce d'Alexis Tsipras est moins isolée qu'en 2015 où elle n'a pas pu trouver suffisamment d'alliés dans l'espace européen pour déjouer le chantage au chaos que lui a fait l'eurogroupe. Au Portugal, une alliance anti-austérité entre le PS, le PCP et le bloc de gauche a vu le jour. En Espagne, la coalition Podemos / Izquierdo Unida, en dépit d'un résultat décevant aux législatives, rassemble quand même plus de 20% des voix. Et en Grande Bretagne, un mouvement anti-austérité a émergé au sein du parti travailliste sous la houlette de Jeremy Corbyn. Malgré les récentes attaques des caciques blairistes, il bénéficie toujours d'un immense soutien de la base syndicale et militante du parti. C'est un point d'appui considérable.

Les combats contre l'austérité et contre le nationalisme sont en fait les deux faces d'une même pièce. Il est urgent de les étendre.

Europe, état d'urgence
La régression nationaliste, consécration de l'ordo-libéralisme
Edité par « Le Temps des Cerises », 2016, 15 euros
Modèle allemand, une imposture. L'Europe en danger
Chez le même éditeur, 2013, 15 euros

Propos recueillis par Franck JAKUBEK